



Note de concept

Au-delà de 2020 : vers un programme transformateur sur les femmes, la paix et la sécurité et lancement du nouveau site Web du Réseau des responsables des questions liées au FPS

Réseau des responsables des questions liées au programme pour les femmes, la paix et la sécurité (RRQ-FPS)

Coorganisée par l'Uruguay et le Canada

Jeudi 15 juillet 2021

8 h 30 à 11 h 30 HAE/New York

Réunion virtuelle, tenue sur Zoom par le Réseau des responsables des questions liées au programme FPS et le Secrétariat d'ONU femmes

Interprétation simultanée en anglais, français, espagnol et American Sign Language

Aperçu

Le programme pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS) a été lancé avec l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2000, fondée sur la conviction que les personnes sont touchées différemment par les conflits et ont le droit d'influencer les décisions qui affectent leur vie et leur bien-être – y compris les décisions sur la paix et la sécurité. Le programme FPS reconnaît également que l'inclusion des personnes les plus affectées dans la prise de décision produit de meilleurs résultats dans l'ensemble. Les femmes sont très largement sous-représentées dans les processus de prise de décision sur la paix et la sécurité, et les femmes marginalisées encore plus. Ainsi, le programme FPS cherche à assurer leur participation active et significative dans tous les mécanismes et institutions de prévention et de résolution des conflits et à intégrer une perspective de genre dans toutes les activités et stratégies de paix et de sécurité.

Vingt ans plus tard, nous avons besoin d'un programme FPS qui soit adapté aux crises, qu'il s'agisse de la COVID-19, des changements climatiques, de la violence racisée et d'autres défis de paix et de sécurité. Alors que nous franchissons le cap du 20^e anniversaire de la résolution 1325, il est temps de prendre des mesures concrètes et de mettre en pratique la vision du programme d'une paix et d'une sécurité transformatrices, égalitaires et inclusives. Au cours de l'année écoulée, la pandémie de la COVID-19 a amplifié les problèmes de paix et de sécurité existants et toutes les nations sont confrontées à de sérieux défis sur de nombreux fronts. Dans toutes les communautés, tous les pays et toutes les régions, nous constatons une fois de plus que les femmes ne sont pas seulement gravement touchées par cette crise, mais qu'elles sont aussi en première ligne de nos efforts de réponse à la pandémie et de rétablissement. La crise offre également des possibilités d'action positive et de transformation. Alors que les nations planifient et préparent un avenir plus résilient et plus pacifique, nous devons redoubler d'efforts pour que les femmes soient toujours au centre des décisions.

La présente réunion explorera les thèmes suivants lors de deux séances plénières principales dans un format interactif et en utilisant des outils collaboratifs. Le panel d'ouverture, « ***Vers un programme FPS***

transformateur », explorera pourquoi nous avons besoin d'un programme FPS plus inclusif qui s'applique à l'ensemble du continuum de la violence sexuelle et sexiste, de l'insécurité et des conflits. La deuxième séance plénière interactive, « **Bâtir la confiance, consolider la paix** », mettra en lumière les expériences personnelles et les diverses perspectives des femmes bâtisseuses de paix qui travaillent en tant qu'actrices de confiance et leaders dans leurs communautés, pays et régions sur la prévention, la résolution et le rétablissement de la violence et des conflits.

Dans une troisième séance, les coprésidentes sont fières de présenter une nouveauté pour aider les responsables des questions liées au programme FPS dans leur travail : un site Web du réseau des responsables des questions liées au programme FPS qui fournira une « plateforme de connaissances » mondiale sur le programme. La nouvelle plateforme comprendra un contenu spécifique au réseau, ainsi que des liens vers des sites et des bases de données qui peuvent aider les responsables et d'autres intervenants à rechercher, concevoir, mettre en œuvre et évaluer les plans d'action et les stratégies du programme FPS. La fonction de discussion de la plateforme permettra aux points focaux et aux autres parties prenantes de partager les meilleures pratiques et les leçons apprises sur les questions liées au programme. Il y aura également un espace dédié aux responsables pour leur permettre d'entrer en contact les uns avec les autres sur les questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité, y compris sur leurs plans d'action et stratégies.

Objectifs et lignes directrices de la réunion

Grâce à des discussions plénières interactives avec des spécialistes et des experts des questions liées aux femmes, à la sécurité et à la paix, cet événement aidera les responsables du programme FPS à :

- améliorer les connaissances sur l'applicabilité du programme FPS dans des contextes de conflits non armés et sur l'importance de l'inclusion dans la prise de décision en matière de paix et de sécurité;
- élaborer des recommandations claires qui mettent en évidence des actions concrètes pour les responsables afin de faire progresser leur mise en œuvre aux niveaux national, régional et international;
- relever des moyens par lesquels le réseau peut collectivement faire avancer la mise en œuvre d'un programme FPS transformateur.

Programme		
Fuseau horaire : HAE/UTC-4/Ottawa et New York		
8 h 30 à 8 h 35	Mot de bienvenue du modérateur : Sommaire du programme et présentations	<ul style="list-style-type: none"> • Martin Vidal, ambassadeur du Canada en Uruguay
8 h 35 à 8 h 44	Mot d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Responsable du programme FPS pour le Canada :</i> Gwyneth Kutz, directrice générale, Programmes de paix et de stabilisation, Affaires mondiales Canada • <i>Responsable du programme pour l'Uruguay :</i> Noelia Martinez-Franchi, directrice des affaires multilatérales, ministère des Affaires étrangères, Uruguay • Maria Noel Vaeza, directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes, ONU Femmes
8 h 44 à 9 h	Exercice brise-glace « Mythes du WPS » (à l'aide du logiciel « mentimeter » sur Menti.com)	<ul style="list-style-type: none"> • Martin Vidal, ambassadeur du Canada en Uruguay
Séance plénière 1 : Vers un programme FPS transformateur		
9 h à 10 h	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Thème 1 : Vers un programme FPS transformateur ▶ Thème 2 : Lutte contre la discrimination et le racisme dans les systèmes et structures de paix et de sécurité ▶ Thème 3 : Renforcer les liens FPS entre les programmes et les régions 	<ul style="list-style-type: none"> • Katrina Leclerc, Candidate au doctorat (PhD), l'Université Saint-Paul, Canada, cofondatrice de la Coalition canadienne pour la jeunesse, la paix et la sécurité, membre du conseil d'administration du Réseau FPS Canada • Toni Hastrup, maître de conférences en politique internationale à l'Université de Stirling, Royaume-Uni • Hilary Anderson, CIF-OEA, spécialiste principale en matière de genre pour la Commission interaméricaine des femmes à l'Organisation des États américains
10 h à 10 h 10	Présentation de la série de vidéos « Parlons des femmes, de la paix et de la sécurité »	<ul style="list-style-type: none"> • Martin Vidal, ambassadeur du Canada en Uruguay
Séance plénière 2 : Bâtir la confiance, consolider la paix		
10 h 10 à 11 h 10	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Thème 1 : Consolidation de la paix et médiation inclusives ▶ Thème 2 : Perspectives des femmes autochtones sur la confiance et la consolidation de la paix 	<ul style="list-style-type: none"> • Elizabeth Solomon, médiatrice de paix, membre de Women Mediators Across the Commonwealth, juge du tribunal du travail et directrice du conseil de médiation de Trinité-et-Tobago • Diane Redsky, Directrice exécutive, Centre Ma Mawi Wi Chi Itata

	<p>Thème 3 : Bâtir la confiance grâce à des approches régionales à l'égard du programme FPS – Étude de cas de la région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM)</p> <p>► Questions des participants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Helen Rojas, responsable des affaires politiques III et chef de cabinet de la députée Bainon Karon, Philippines • Aniyah Fatmah A. Guinar, programme Jeunes femmes+ leaders pour la paix, Philippines (Marawi)
Séance plénière de clôture		
11 h 10 à 11 h 20	<p>Lancement de la nouvelle « Plateforme de connaissances » destinée aux responsables des questions liées au programme FPS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Harriette Williams-Bright, coordinatrice, Secrétariat du réseau des responsables des questions liées au programme FPS
11 h 20 à 11 h 30	<p>Réflexions de clôture : modérateur et futures coprésidentes du réseau des responsables des questions liées au programme FPS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Martin Vidal, ambassadeur du Canada en Uruguay • Responsable FPS pour l'Afrique du Sud : Charlotte Lobe, directrice en chef, Programme de transformation et développement organisationnel, Département des relations internationales et de la coopération, ministère des Affaires étrangères • Responsable FPS pour la Suisse : Talia Wohl, Senior Adviser, Women, Peace and Security, Federal Department of Foreign Affairs, State Secretariat, Peace and Human Rights Division



Ce symbole d'amitié célèbre le partenariat entre le Canada et l'Uruguay en tant que coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS en 2020 et 2021 et représente l'esprit de collaboration et de coopération. Conçu par le graphiste uruguayen Gabriel Benderski, le symbole s'inspire également de la plante en fleur du nom de quatre-temps, que l'on trouve dans toutes les régions du Canada, ainsi que de la palette de couleurs combinées des drapeaux nationaux du Canada et de l'Uruguay.

Notices biographiques des conférenciers



Katrina Leclerc – Candidate au doctorat (PhD), l'Université Saint-Paul, Canada, cofondatrice de la Coalition canadienne pour la jeunesse, la paix et la sécurité, membre du conseil d'administration du Réseau FPS Canada

Katrina Leclerc est une jeune femme francophone de l'Ouest canadien qui poursuit actuellement son doctorat en études des conflits à l'Université Saint-Paul, qui porte sur les synergies entre les programmes Femmes, paix et sécurité (FPS) et Jeunes, paix et sécurité (JPS). Forte d'une grande expertise en matière de consolidation de la paix dans les zones touchées par des conflits, Leclerc coordonne depuis 2016 les programmes FPS-JPS du Réseau mondial des femmes artisans de la paix en Afrique de l'Est. Elle est ancienne conseillère aux affaires parlementaires d'un sénateur canadien, membre actuel du comité directeur du Réseau Femmes, paix et sécurité du Canada (RFPS-C) et cofondatrice de la Coalition canadienne pour le programme JPS. Leclerc siège également aux conseils d'administration de l'Institut canadien de recherches sur les femmes et de la section canadienne de Voix de femmes pour la paix.



Toni Haastrup – Maître de conférences en politique internationale à l'Université de Stirling

Toni Haastrup est maître de conférences en politique internationale à l'Université de Stirling. Chercheuse et enseignante féministe, elle vise à comprendre les hiérarchies de pouvoir qui prévalent à l'échelle mondiale et qui sous-tendent la coopération et les conflits au sein du système international. Ses travaux ont porté sur les politiques de production de connaissances dans le contexte des femmes, de la paix et de la sécurité, des perspectives du Sud global sur la politique étrangère féministe et de la nature genrée et racisée des crises contemporaines et des réponses qui y sont apportées. Les recherches actuelles de Haastrup fournissent une analyse féministe des pratiques étrangères des acteurs du Nord dans le Sud, notamment en ce qui concerne le programme FPS. Une grande partie de ce travail est centrée sur les activités d'institutions officielles telles que les unions africaine et européenne, et elle a publié de nombreux ouvrages dans ces domaines. Haastrup est rédactrice en chef du *Journal of Common Market Studies* et fait partie du conseil d'administration de Women Also Know Stuff. Elle est une conférencière chevronnée et commentatrice occasionnelle dans les médias.



Hilary Anderson, CIF-OEA – Spécialiste principale en matière de genre pour la Commission interaméricaine des femmes à l’Organisation des États américains

Depuis la fin de ses études sur le genre et le développement à l’Université McGill à Montréal, Hilary Anderson a travaillé avec l’unité Genre et santé de l’Organisation panaméricaine de la santé et avec l’Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW, qui fait maintenant partie d’ONU Femmes). En 2009, Anderson a rejoint le personnel de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l’Organisation des États américains (OEA), où elle travaille en tant que spécialiste principale sur les grands enjeux relatifs aux droits des femmes et à l’égalité entre les genres dans la région. À ce poste, elle a dirigé le développement de connaissances et d’outils de renforcement des capacités pour combler le fossé entre le cadre juridique international sur les droits des femmes et les lois et politiques nationales.



Elizabeth Solomon – Médiatrice de paix, membre de Women Mediators Across the Commonwealth, juge du tribunal du travail et directrice du conseil de médiation de Trinité-et-Tobago

Elizabeth Solomon est juge au tribunal du travail et médiatrice chevronnée dans une grande variété de contextes politiques, post-conflits et commerciaux dans le monde. Elle est directrice du conseil de médiation de Trinité-et-Tobago, ancienne directrice générale du Dispute Resolution Centre et du Caribbean Centre for Human Rights, puis fondatrice de Dialogue Solutions. Solomon a fait une carrière complète dans le journalisme avant de rejoindre les Nations Unies. Elle a passé les 20 années suivantes en tant que praticienne de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans divers contextes de conflit, notamment en tant que coordinatrice adjointe de l’équipe des bons offices des Nations Unies à Chypre. Le travail de Solomon s’est concentré sur la conception et la mise en œuvre de processus de cohésion sociale et de consolidation de la paix inclusifs, ainsi que sur le soutien aux efforts locaux visant à mettre en place des institutions nationales démocratiques résilientes au Kosovo, en Bosnie, en Somalie et en Sierra Leone. Son travail sur les droits de la personne et le développement s’étend des Pays-Bas au Brésil, en passant par l’Inde et le Guyana.



Diane Redsky, Directrice exécutive, Centre Ma Mawi Wi Chi Itata

Diane Redsky est Directrice exécutive du Centre Ma Mawi Wi Chi Itata. En tant que penseuse visionnaire et leader communautaire de renommée nationale, elle travaille depuis longtemps à résoudre la myriade de problèmes auxquels est confrontée la communauté autochtone urbaine de Winnipeg dans tous les domaines, notamment la santé, la justice, l’éducation et les services sociaux.

Depuis 1993, elle a travaillé à titre professionnel et bénévole dans le secteur des services sociaux et est devenue une ardente défenseuse des questions relatives aux Autochtones, aux enfants et aux femmes. Elle a contribué à la création de nombreux programmes novateurs qui ont favorisé l’établissement de communautés saines. Elle croit en une approche qui repose sur des valeurs communes et qui est adaptée à la culture, tout en portant une attention particulière aux détails.

Diane a joué un rôle déterminant dans la mise en place de ressources pour les filles victimes d'exploitation sexuelle et de traite, notamment un refuge et un pavillon de ressourcement rural au Canada. En 2013-2014, elle a dirigé le Groupe de travail national sur le trafic sexuel des femmes et des filles au Canada de la Fondation canadienne des femmes, qui a formulé 34 recommandations pour mettre fin au trafic sexuel au Canada. Elle est retournée au centre Ma Mawi Wi Chi Itata à Winnipeg pour apporter son leadership et sa voix sur les questions autochtones.



Helen M. Rojas – Responsable des affaires politiques III et chef de cabinet de la députée Bainon Karon, Philippines

Helen M. Rojas est actuellement chef de cabinet de Hadja Bainon G. Karon, députée de Bangsamoro et présidente de la commission des femmes de Bangsamoro. Avant de rejoindre l'équipe de la députée Karon, Rojas a dirigé le secrétariat du plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité (NAPWPS) du bureau du conseiller présidentiel pour le processus de paix de 2015 à 2019. En 2009, elle a fait partie du comité préparatoire qui a rédigé le NAPWPS des Philippines, le premier plan d'action en Asie.

Dans l'optique de faire part de l'expérience de mise en œuvre des Philippines sur les femmes, la paix et la sécurité, Rojas a fait une présentation en marge de la conférence ministérielle Asie-Pacifique sur le bilan de Pékin+25 qui s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande. Ses plus récentes interventions internationales en tant qu'oratrice ressource sur le NAPWPS philippin ont eu lieu lors du forum régional de l'ANASE 2021 organisé par le gouvernement thaïlandais et de la conférence internationale sur les femmes, la paix et la sécurité 2020 organisée par le gouvernement de la République socialiste du Vietnam.

En tant que chef de cabinet, Rojas a dirigé l'équipe qui a coordonné la formulation du premier plan d'action régional de Bangsamoro sur les femmes, la paix et la sécurité (RAPWPS), qui a été lancé le 30 octobre 2020, à temps pour le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Elle dirige actuellement une équipe qui coordonne la planification et la budgétisation des activités liées au genre et au développement ainsi que l'intégration de la dimension de genre dans le BARMM.



Aniyyah Fatmah A. Guinar – Programme Jeunes femmes+ leaders pour la paix, Philippines (Marawi)

Aniyyah Fatmah A. Guinar est membre de Jeunes femmes+ leaders pour la paix, un programme du Réseau mondial des femmes bâtisseuses de paix, depuis Marawi, aux Philippines. Avec ses consœurs, les Jeunes femmes leaders pour la paix, elle a mobilisé 4 000 jeunes de différentes religions dans plus de 60 écoles de plus de 30 provinces des Philippines dans le cadre de forums de paix sur l'égalité entre les genres, les droits des femmes, les droits de la personne et la paix durable. En réponse à la pandémie de COVID-19, elle s'est rapidement mobilisée pour distribuer des biens de secours, des masques de protection, des produits d'hygiène et des fournitures scolaires. Elle a également attiré l'attention sur l'effet de la pandémie sur les femmes en évoquant l'augmentation de la violence sexuelle et sexiste, notamment les mariages d'enfants, précoces et forcés et les grossesses d'adolescentes dans ses communautés. Elle a également mené des campagnes sur les médias sociaux pour contrer les fausses nouvelles, la désinformation et la désinformation sur la pandémie et partager des informations essentielles et vitales pour prévenir la propagation du virus.